

**CONVENTION DE CO-MAITRISE D'OUVRAGE PUBLIQUE  
CONCERNANT LE PROJET DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET DE VALORISATION DU SITE NATUREL DE LA  
GRANDVILLE  
COMMUNE D'HILLION  
SITE N°22 516 DE LA CÔTE DE PENTHIEVRE  
Article L2422.12 code de la commande publique**

**ENTRE**

**Le Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres**, établissement public de l'Etat à caractère administratif, représenté par son Directeur, Monsieur Philippe VAN DE MAELE, dénommé ci-après « **le Conservatoire** » ;

*d'une part,*

**et**

**La commune d'Hillion**, représentée par **Annie Guennou**, Maire, dûment habilité aux présentes par délibération en date du \_\_/\_\_/2026, ci-après dénommé « **la Commune** » ;

*d'autre part,*

## PREAMBULE

Le Conservatoire du littoral a atteint une maîtrise foncière suffisante sur le secteur de la Grandville, site de la Côte de Penthievre (commune de Hillion, 22) pour envisager la mise en œuvre d'un projet global d'aménagement des cheminements, stationnements et mise en valeur paysagère du site.

Un schéma d'intentions assorti de nombreux croquis décrivant l'aspect final souhaité de l'aménagement a été réalisé par Alain Freytet, architecte paysagiste mandaté pour cette mission par le Conservatoire du littoral en 2015. Une première phase de travaux en 2018 a permis d'amorcer la reconquête paysagère du site sur la base du schéma d'intentions. Sur la base de ce schéma, la commune d'Hillion et le Conservatoire souhaitent désormais finaliser le programme d'aménagements et de mise en valeur du site, étant donné que le projet sera réalisé sur des parcelles appartenant à la commune et des parcelles appartenant au Conservatoire du littoral.

Afin de répondre à ces objectifs, le Conservatoire du littoral et la commune d'Hillion souhaitent engager conjointement la poursuite du projet dans le cadre d'une convention de co-maîtrise d'ouvrage. Cette démarche vise à permettre la finalisation du programme d'aménagements et de mise en valeur du site, en s'appuyant sur le schéma d'intentions existant. Le Conservatoire du littoral assure, dans ce cadre, le pilotage de la mission de maîtrise d'œuvre paysagère, destinée à traduire les orientations définies en 2015 en aménagements opérationnels sur le terrain. Conformément aux dispositions prévues au cahier des charges de la maîtrise d'œuvre, une étape de validation du projet au stade PRO permettra de préciser le coût prévisionnel des travaux et, le cas échéant, d'ajuster le périmètre ou les modalités des aménagements afin de garantir la soutenabilité financière du projet, en accord avec les parties prenantes.

En raison de l'unicité du projet exposé, le Conservatoire et la Commune ont décidé de constituer une co-maîtrise d'ouvrage, en application de l'article L2422.12 du code de la commande publique qui a ouvert la possibilité d'une co-maîtrise d'ouvrage publique en permettant de désigner par convention, parmi les maîtres d'ouvrage concernés par une même opération de travaux, celui qui en sera le maître d'ouvrage unique.

**En conséquence, il est convenu ce qui suit,**

### ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet d'organiser les modalités d'une co-maîtrise d'ouvrage, conformément à l'article L2422.12 du code de la commande publique.

En application de ces dispositions, il est décidé de déléguer temporairement au Conservatoire du littoral la maîtrise d'ouvrage unique de l'ensemble de l'opération d'aménagement du site de la Côte de Penthievre.

**Le Conservatoire du littoral** en devient le maître d'ouvrage opérationnel et accepte cette mission dans les conditions de la présente convention.

La présente convention définit les modalités techniques et financières de la co-maîtrise d'ouvrage et en fixe le terme.

S'agissant d'une convention de transfert de compétences entre acheteurs en vue de l'exercice de missions d'intérêt général sans rémunération de prestations contractuelles au sens de l'article L1100-1 du code de la commande publique, la présente convention est hors champ d'application de la réglementation marchés publics.

### ARTICLE 2 – EXERCICE DE LA CO-MAITRISE D'OUVRAGE

#### 2.1 – Comité de pilotage de l'opération

Un comité de pilotage de l'opération « d'aménagement et de valorisation du site naturel de la Grandville » est constitué pour la durée de la présente convention.

Ce comité est composé de :

- Un représentant du Conservatoire (délégation de rivages Bretagne) ;
- La Maire ou son représentant (autre partie à la convention).

Les membres du comité peuvent être accompagnés des personnes de leur souhait, notamment des techniciens de leurs services respectifs.

Le comité se réunit autant que de besoin, notamment pour valider les différentes étapes de la réalisation du projet d'aménagement.

Le Conservatoire assure le secrétariat de ce comité de pilotage et transmettra à la commune les comptes-rendus des réunions et le calendrier prévisionnel du déroulement de l'opération.

## **2.2 – Obligations du maître d'ouvrage opérationnel**

Le Conservatoire a pour mission d'assurer la maîtrise d'ouvrage unique de l'opération « d'aménagement et de valorisation du site naturel de la Grandville », et notamment :

- l'obtention des autorisations réglementaires,
- les marchés publics nécessaires à l'opération (maîtrise d'œuvre et/ou travaux).

A ce titre, le Conservatoire s'engage à :

1. convoquer et animer le comité de pilotage du projet ;
2. Engagement de toutes les études préalables nécessaires à la mise au point du projet y compris les demandes d'autorisations règlementaires.
3. Préparation du choix du maître d'œuvre.
4. Signature et gestion du marché de maîtrise d'œuvre (versement de la rémunération, fixation du/des forfait(s) de rémunération) y compris les avenants
5. Préparation du choix du Coordonnateur de Sécurité (si besoin), du contrôleur technique (si besoin):
  - signature et gestion des marchés y afférent,
  - versement de la rémunération y afférent.
6. Préparation du choix des entrepreneurs et fournisseurs.
7. Signature et gestion des marchés de travaux et fourniture y compris les avenants ;
8. Versement de la rémunération de la mission de maîtrise d'œuvre et des travaux ;
9. Réception de l'ouvrage après accord du maître d'ouvrage ;
10. Agir en justice en cas de litige avec les prestataires.

Et, plus généralement, prendre toute mesure nécessaire à l'exercice de sa mission.

La Commune pourra demander à tout moment au maître d'ouvrage opérationnel la communication de toutes pièces concernant l'opération.

En cas de nécessité de modifier le projet technique, administratif ou financier, le maître d'ouvrage opérationnel transmettra ses propositions à la Commune. Il ne peut se prévaloir d'un accord tacite du co-maître d'ouvrage et doit obtenir l'accord exprès de celui-ci avant la passation d'un avenant.

Le Conservatoire tiendra régulièrement informé la Commune de l'évolution de l'opération.

## **ARTICLE 3 - DUREE**

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties et expire à l'achèvement de l'opération concernée (fin du délai de garantie de parfait achèvement).

Le Conservatoire s'engage à mettre les ouvrages réalisés à la disposition de la Commune au plus tard à l'expiration d'un délai de 18 mois à compter de la prise d'effet de la présente convention. Ce délai sera éventuellement prolongé des retards dont le Conservatoire ne pourra être tenu pour responsable.

#### **ARTICLE 4 – GESTION FINANCIERE ET MODALITES DE FINANCEMENT**

L'opération de travaux pour l'aménagement du site de la Grandville sur la Côte de Penthivière est estimée à 146 809 € TTC.

##### **4.1 – Répartition des participations financières (cf annexe 1)**

Le coût d'opération (prestations/travaux) sera réparti entre les parties au prorata des emprises foncière sur le site concerné selon la répartition suivante :

- La Commune prend en charge 100 % des dépenses effectués sur ses emprises, pour une dépense évaluée au stade AVP à 34 537 € TTC ;
- Le Conservatoire prend en charge 100 % des travaux effectués sur ses emprises, soit une dépense évaluée au stade AVP à 112 272 € TTC.

Le montant réel de la participation financière respective des parties sera calculé à l'issue de la notification des marchés et précisé par voie d'avenant à la présente convention.

De même, tout ajustement du montant des marchés de travaux sera pris en compte par voie d'avenant à la présente convention pour ajuster la répartition financière (sauf variation de prix réputée prise en compte).

Les parties pourront chacun en ce qui les concerne rechercher des cofinancements auprès d'autres collectivités, de l'Etat ou de l'Union européenne.

##### **4.2 – Modalités de règlement**

En tant que maître d'ouvrage opérationnel, le Conservatoire réglera la totalité des dépenses à venir, sur présentation des factures établies en son nom et après certification du service fait.

La Commune remboursera le Conservatoire la partie qui le concerne sur présentation d'un titre de recettes établi au vu d'un décompte certifié exact par l'agent comptable compétent, incluant l'impact financier de l'éventuelle application de la clause de variation des prix des marchés publics de prestations/travaux.

Le Conservatoire adressera un titre de recette hors taxes (HT) à la Commune à la fin de l'opération.

##### **4.3 – Fonds de compensation de la TVA (FCTVA)**

Sans objet

#### **ARTICLE 5 – PROCEDURES DE PASSATION ET CONTROLE BUDGETAIRE**

Afin d'évaluer le montant des marchés et de définir la procédure de passation à mettre en œuvre, les règles suivantes s'appliquent :

- selon les seuils applicables aux marchés de l'Etat si le Conservatoire exerce la maîtrise d'ouvrage opérationnel

- selon les seuils applicables aux marchés de collectivités si une collectivité exerce la maîtrise d'ouvrage opérationnel

Lorsque le Conservatoire est maître d'ouvrage opérationnel, toutes commandes relatives à la présente convention au-delà du seuil de 200 000 € TTC seront soumises à l'avis préalable du contrôleur budgétaire.

#### **ARTICLE 6 – AUTORISATIONS DE TRAVAUX**

Le Conservatoire est chargé de l'élaboration et du dépôt des dossiers de demande d'autorisation de travaux en espaces remarquables et en site classé. S'agissant d'un établissement de l'Etat, les autorisations correspondantes seront délivrées par le Préfet.

#### **ARTICLE 7 – REMUNERATION**

Le Conservatoire ne percevra pas de rémunération pour ses missions de maître d'ouvrage opérationnel qui s'effectueront donc à titre gratuit.

#### **ARTICLE 8 – REMISE DES OUVRAGES**

Après réception des travaux notifiée aux entreprises et à condition que le Conservatoire ait assuré toutes les obligations qui lui incombent pour permettre une mise en service immédiate des ouvrages (remise des plans après exécution) ; les ouvrages relevant de la commune lui seront remis en pleine propriété ainsi que leur emprise foncière.

Il sera établi un procès-verbal contradictoire de remise en gestion de ces ouvrages. La remise des ouvrages ne devient effective qu'après la levée des éventuelles réserves émises par la commune. Quitus est alors donné au Conservatoire de sa mission.

Le suivi de l'action en garantie décennale doit être assuré par le propriétaire de l'ouvrage. De ce fait, après réception des travaux et expiration de la garantie de parfait achèvement, ce suivi sera assuré par chacune des parties selon l'emprise foncière concernée.

Les éventuelles actions contentieuses engagées par le Conservatoire et en cours au moment de la remise des ouvrages sont également transmises à la commune.

#### **ARTICLE 9 – DISPOSITIONS D'EXECUTION**

##### **9.1 – Assurance et responsabilité**

Chaque partie doit être titulaire d'une police d'assurance de responsabilité civile générale couvrant toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'elle est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers au cours de la réalisation de l'opération.

##### **9.2 - Modifications**

Toute modification de la présente convention se fera par avenant sur demande expresse d'une des parties.

##### **9.3 - Résiliation**

La présente convention peut être résiliée de plein droit par l'une des Parties en cas d'inexécution par l'autre d'une ou plusieurs des obligations contenues dans ses diverses clauses. Cette résiliation ne devient effective que deux (2) mois après l'envoi par la Partie plaignante d'une lettre recommandée avec accusé de réception exposant les motifs de la plainte, à moins que dans ce délai la Partie défaillante n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

Lorsque le Conservatoire n'est pas maître d'ouvrage opérationnel la règle suivante s'applique : sauf accord écrit du Conservatoire, le maître d'ouvrage opérationnel devra terminer les tranches de travaux en cours jusqu'à leur achèvement définitif et solder financièrement tous les contrats et marchés qu'il pourrait avoir contractés afin que le Conservatoire ne puisse être inquiété à quelque titre que ce soit.

La résiliation de la présente convention peut également intervenir par accord entre les parties qui devra faire l'objet d'une décision conjointe.

#### **9.4 - Litiges**

Toute contestation relative à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention ressort du tribunal administratif du lieu d'exécution de l'opération.

Fait en 2 exemplaires originaux

Fait à  
Le  
Pour le Conservatoire

Fait à  
Le  
Pour la Commune

Liste des Annexes :

- Annexe n°1 : répartition des participations financières
- Annexe n°2 : RIB

#### **ANNEXE 1**

**Répartition des participations financières  
(selon estimation coût prévisionnel définitif)**

EMPRISES FONCIERES			
	Commune	Conservatoire	TOTAL
FINANCEURS	Commune	34 537 €	34 537 €
	Conservatoire	112 272 €	112 272 €
	TOTAL		146 809 €

## ESTIMATION COMMUNE DE HILLION

Type de travaux	TOTAL HT	TVA	TOTAL TTC
1- DEMARCHE PREALABLE ET PREPARATION DE CHANTIER	2 300 €	460 €	2 760 €
2- TRAVAUX PRELIMINAIRES	3 450 €	690 €	4 140 €
3- TERRASSEMENTS ET REVETEMENT DE SOLS	1 613 €	323 €	1 936 €
4- MOBILIER	13 080 €	2 616 €	15 696 €
5-PLANTATIONS	8 338 €	1 668 €	10 005 €
<b>MONTANT TOTAL DES TRAVAUX</b>	<b>28 781 €</b>	<b>5 756 €</b>	<b>34 537 €</b>

## ESTIMATION CDL

	TOTAL HT	TVA	TOTAL TTC
1- DEMARCHE PREALABLE ET PREPARATION DE CHANTIER	2 300 €	460 €	2 760 €
2- TRAVAUX PRELIMINAIRES	9 200 €	1 840 €	11 040 €
3- TERRASSEMENTS ET REVETEMENT DE SOLS	32 633 €	6 527 €	39 159 €
4- MOBILIER	20 930 €	4 186 €	25 116 €
5-PLANTATIONS	22 632 €	4 526 €	27 158 €
6- CLOTURE POSTE DE RELEVAGE	5 865 €	1 173 €	7 038 €
<b>MONTANT TOTAL DES TRAVAUX</b>	<b>93 560 €</b>	<b>18 712 €</b>	<b>112 272 €</b>